

ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL



Veille n° 45 – 11 février 2020

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	2018	Prévisions 2019 (budget 2020)	Prévisions 2020 (budget 2020)
Croissance PIB (%)	3,5	2,4	1,9	1,9
Solde public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,4	- 0,1	+0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,0	3,2
Dette (% du PIB)	127	123,6	118,9	116,2
Taux de chômage (% PA)	8,9	7	6,4**	6,1
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1,2	0,4	1,1

Indicateurs du commerce extérieur	Janvier – Décembre 2019
Exportations de biens (Md€, INE)	59,9 (+ 3,6 % en g.a***)
Importations de biens (Md€, INE)	80,3 (+ 6,6 % en g.a.)
	Janvier – Novembre 2019
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	31,6 (+ 3,6 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	16,2 (+ 11,1 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Le taux de chômage était de 6,9 % en décembre 2019 selon les estimations provisoires de l'INE

*** Glissement annuel

Situation macroéconomique

- Le salaire brut moyen a augmenté de 2,7 % en 2019 à 1.276 €

La rémunération mensuelle brute moyenne par travailleur a augmenté de 2,7 % sur l'ensemble de l'année [selon l'INE](#) et de 2,4 % en termes réels, soit une progression significativement plus élevée qu'en 2018 (2,1 % et 1,1 % respectivement). La hausse la plus forte a été enregistrée dans les industries extractives (+ 5,6 %) et dans les activités administratives.

Cependant, la Confédération Européenne des Syndicats [a récemment souligné](#) que le « paquet salarial moyen¹ » avait diminué entre 2010 et 2019 dans 6 pays de l'UE, dont le Portugal (- 4 % sur la période).

- Le déficit commercial de la balance des biens atteint un maximum depuis près de 10 ans

Selon les derniers chiffres de l'INE, les exportations de biens ont augmenté de 3,6 % sur l'année 2019 tandis que les importations ont augmenté nettement plus rapidement (+ 6,6 %), après une progression de + 5,1 % et + 8,1 % respectivement en 2018, soit une hausse du déficit de la balance commerciale des biens de 2,842 Md€. Le déficit de la balance commerciale est passé de 6 % du PIB en 2015 à 9,7 % en 2019, au plus haut depuis

¹ Comprenant la rémunération, les charges sociales de l'employeur et les avantages supplémentaires par salarié, après ajustement en fonction de l'inflation.

2010. Il se creuse depuis 2015, en lien avec la reprise économique, et a connu une augmentation de 30 % en 2017 lors du pic de croissance. Cependant, l'excédent de la balance des services devrait continuer à compenser de peu ce déficit en 2019, d'après les prévisions de l'INE.

Situation budgétaire

- **Le budget 2020 a été adopté et prévoit un excédent de 0,2 % en 2020**

La loi de finances pour 2020 a été adoptée le 6 février et prévoit un excédent budgétaire de 0,2 % du PIB (contre un déficit prévisionnel de 0,1 % en 2019). Le texte final a été approuvé grâce à l'abstention des partis de la gauche radicale (Bloc de gauche et Parti Communiste). A l'inverse, l'ensemble de l'opposition de droite a voté contre le texte. Le Gouvernement a indiqué que la poursuite des efforts de redressement des finances publiques en 2020 devraient permettre d'adopter une politique budgétaire plus expansionniste et, notamment, des baisses d'impôt plus importantes, en 2021.

- **Le gouvernement restreint le régime des « visas dorés » aux régions de l'intérieur et aux régions autonomes**

Le PS a inclus dans le projet de budget 2020 une mesure visant à limiter le dispositif d'autorisation de résidence pour investissement (ARI, ou « visas dorés ») pour les investissements immobiliers. Ce régime permet à des étrangers de bénéficier d'une autorisation de résidence dès lors qu'ils réalisent un investissement immobilier de plus de 500.000 € ; il ne concernera désormais plus les grands centres urbains (Lisbonne et Porto) et une partie du littoral. Cette modification vise à réduire la pression immobilière dans les grandes villes portugaises et à réorienter les investissements vers les zones moins tendues. Depuis son entrée en vigueur en octobre 2012, le recours au dispositif a surtout porté sur les villes de Lisbonne (47 %), Cascais (13 %) et d'autres villes de l'aire métropolitaine de Lisbonne telles que Oeiras, Sintra et Palmela. En 2019, 1.245 autorisations de résidence ont été accordées via ce régime (dont 394 pour des Chinois et 210 pour des Brésiliens), parmi lesquelles 1.160 au titre d'investissements immobiliers, correspondant à un investissement de plus de 660 M€. [Depuis octobre 2012](#), 8.288 ARI ont été accordées (auxquelles s'ajoutent 14.154 autorisations de résidence pour regroupement familial), dont 54 % à des ressortissants Chinois et 10 % à des Brésiliens. 94 % des autorisations correspondaient à des investissements immobiliers, pour un montant total de 4,55 Md€ ; les ARI accordées au titre des transferts de capital ont représenté 489 M€.

Pour mémoire, le budget voté modifie également le régime des RNH (Résidents Non-Habituels) en prévoyant l'application future d'un taux d'imposition forfaitaire de 10 % pour les retraités étrangers.

- **La réduction de la TVA sur l'électricité a été rejetée par le Parlement**

Le PS, le CDS et le PAN se sont opposés aux propositions de réduction des taux de TVA sur l'électricité déposées par le Bloc de Gauche et le Parti Communiste (PCP), le PSD, principal parti d'opposition de centre-droit, s'étant abstenu après avoir retiré la sienne.

Ce sujet, qui figurait dans les programmes électoraux du PCP, du BE et du PSD pour les législatives d'octobre, a été un thème majeur des débats sur le projet de budget pour 2020. Le Gouvernement craignait qu'une « coalition négative » ne lui impose une baisse de la TVA dont il estimait le coût pour les finances publiques (évalué entre 700 M€ et 1 Md€) incompatible avec ses objectifs. Le budget adopté laisse toutefois la possibilité d'ajuster le taux de TVA en fonction de la consommation des ménages, mais elle est conditionnée à l'approbation, incertaine, du comité de la TVA de la Commission européenne.

Situation des établissements bancaires

- La Caixa Geral de Depositos a dégagé son meilleur bénéfice annuel depuis 2007

La banque CGD a annoncé avoir dégagé un bénéfice net de 776 M€ en 2019, en hausse de 57 % par rapport à l'année précédente (496 M€) et son meilleur résultat depuis 2007. L'augmentation est en partie liée à la vente de ses succursales en Espagne et en Afrique du Sud mais l'administrateur financier de la banque, José Brito, a souligné que, même sans cela, les bénéfices auraient atteint 632 M€. Au total, le produit net bancaire (équivalent du chiffre d'affaires pour les institutions financières) de CGD a augmenté de 7 % en 2019 pour s'établir à 1,88 Md€, contre 1,75 Md€ l'année précédente. Le ratio de fonds propres « durs » (Common Equity Tier 1) progresse également et passe de 14,6 % à 16,8 % en 2019, illustrant une amélioration de la santé financière de la banque. Pour mémoire, CGD avait enregistré une perte nette de 1,859 Md€ en 2016 avant de renouer avec les bénéfices en 2017 après une recapitalisation par l'Etat de 4,8 Md€ et l'engagement d'un plan de restructuration prévoyant notamment des cessions de filiales et des fermetures d'agences.

- L'espagnol Abanca rachète EuroBic

La banque espagnole *Abanca* a annoncé qu'un accord avait été conclu avec les actionnaires d'*EuroBic* pour acquérir 95 % du capital de la banque. Sous réserve d'être autorisée par les autorités bancaires, l'acquisition mettrait fin à la période d'incertitudes ouverte à la suite de la mise en vente des parts d'Isabel dos Santos, qui détenait 42,5 % du capital. Les activités d'*Abanca* au Portugal, après acquisition, devraient générer plus de 18 Md€ de chiffre d'affaires selon le communiqué de presse.

Sectoriel

- Le gouvernement approuve une stratégie sur la 5G

Au cours du conseil des Ministres du 7 février, l'exécutif a approuvé la [stratégie nationale sur la 5G](#) qui fixe notamment les objectifs de couverture du pays par le réseau de nouvelle génération entre 2020 et 2025. Le texte prévoit notamment de possibles restrictions à la participation de *Huawei* et d'autres fabricants « à risque » dans les infrastructures clés, avec la création d'un groupe de travail interministériel sur la sécurité de la 5G. Ces restrictions pourraient affecter certains opérateurs de télécommunication portugais, en particulier *Nos* et *Altice*, étant donné certains contrats signés avec l'entreprise chinoise et les infrastructures en cours de développement. La décision du Gouvernement intervient après l'adoption récente par la Commission européenne d'une série de recommandations sur la 5G, au sein de laquelle il entend s'inscrire. Pour rappel, *Huawei* détient près d'1/3 du marché des *smartphones* portugais et emploie 130 personnes au Portugal. L'an dernier, *Altice Portugal*, *Bosch*, *Huawei* et l'Université d'Aveiro (UA) avaient signé un partenariat destiné à identifier des opportunités de déploiement du réseau 5G dans l'industrie portugaise en particulier dans l'internet des objets afin d'améliorer la compétitivité des entreprises portugaises. Précédemment, *Vodafone* avait annoncé, dans le sillage d'une décision du gouvernement britannique de restreindre le rôle de l'équipementier chinois, vouloir retirer progressivement les équipements *Huawei* du cœur de son réseau 5G en Europe, notamment au Portugal, pour un coût estimé à 200 M€.

Par ailleurs, le régulateur des télécommunications, *Anacom*, a soumis le règlement des prochaines enchères pour l'attribution des fréquences, prévues pour avril, à une consultation publique de 30 jours. Le prix de départ pour l'ensemble des fréquences en jeu atteint 237,9 M€. Pour les deux fréquences les plus importantes, il est fixé à 160 M€, une valeur supérieure à celle demandée par les opérateurs (112 M€). Le Gouvernement a aussi précisé que la totalité des recettes seraient affectées à un fonds pour la transition numérique.

- **Nos et Vodafone préparent un accord de partage des infrastructures du réseau dans le cadre de la 5G**

Les deux opérateurs souhaitent renforcer leur accord de partage d'infrastructures signé en 2017 et qui concerne principalement les actifs fixes pour l'élargir au réseau mobile existant et anticiper sur le déploiement de la 5G. Pour le moment, les deux entreprises ont signé une déclaration d'intention et ouvrent des « négociations exclusives » avec pour objectif d'aboutir à un accord en juin 2020. D'après le communiqué commun, les deux entreprises visent à accélérer la couverture 5G du territoire et à en améliorer l'efficacité. Les opérateurs ont toutefois indiqué que l'accord ne concernerait pas le partage du spectre électromagnétique.

- **Le consortium Stradler-Siemens remporte le contrat du Métro de Lisbonne**

Stradler Rail Valencia et *Siemens Mobility* ont remporté l'appel d'offres pour fournir 14 « unités triples » (42 voitures) et un nouveau système de signalisation pour le Métro de Lisbonne. Le contrat prévoit un investissement de 114,5 M€ et le premier prototype de rame devrait être livré en 2022. La modernisation du système de signalisation, qui prévoit notamment l'installation d'un système de contrôle automatique et devrait permettre d'optimiser la circulation de métro pour garantir, pendant les heures de pointe, un train toutes les 3,40 - 3,50 minutes, contre 4,30 minutes aujourd'hui selon le Président du Métro de Lisbonne, Vitor Domingues dos Santos.

Le consortium concurrent constitué de l'entreprise française *Thalès* et du chinois *CRRC* a cependant opposé un recours en justice le 20 décembre, dont l'issue n'est pas encore connue. D'après l'hebdomadaire *Expresso*, *Thalès* a confirmé qu'un recours avait été déposé au cours de la phase précontractuelle, estimant que son concurrent allemand avait bénéficié d'un avantage compétitif injustifié qui lui a permis de réduire le prix de son offre du fait de la rédaction du cahier des charges.

- **Lancement du « Pacte sur les plastiques »**

Le 4 février, 55 entités portugaises se sont engagées à recycler au moins 70 % des emballages d'ici à 2025, anticipant de 5 ans sur l'objectif européen, et à utiliser au moins 30 % de plastiques recyclés dans la fabrication de leurs emballages (contre 25 % en 2030 pour l'UE). Intitulé « Pacte sur les Plastiques », l'initiative est promue par l'association *Smart Waste Portugal* et vise à lutter contre les plastiques à usage unique et à favoriser l'économie circulaire. Il s'agit d'une initiative internationale de la Fondation *Ellen MacArthur* qui a également été mise en œuvre au Royaume-Uni, en France et au Chili. Au Portugal, elle rassemble les principales entreprises de distribution (*Sonae*, *Jeronimo Martins*) d'alimentation et boissons (*Coca-Cola*, *Delta*, *Nestlé*) ainsi que des associations et des entités publiques. Dans une première phase, les signataires s'engagent à établir une liste des plastiques à usage unique problématiques et à proposer des étapes concrètes pour les éliminer. Le jour de la signature du Pacte a cependant été marqué par une polémique sur le taux de recyclage des emballages plastiques au Portugal : l'association écologiste *Zéro* considère qu'il s'établit à 12 % en 2018 tandis que le gouvernement affirme qu'il atteint 44,3 %, au-dessus de la moyenne européenne.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive européenne sur les plastiques, le Gouvernement portugais a lancé un agenda ambitieux pour améliorer la gestion des déchets plastiques, parmi lesquelles figure notamment un projet de consigne des emballages jetables de boissons qui prévoit l'implantation obligatoire de machines de collecte dans tous les supermarchés et hypermarchés du pays à partir de 2022, après le lancement d'un projet pilote dès le mois de mars 2020.

Divers

- Le projet de ligne circulaire du métro de Lisbonne est suspendu

Le projet de ligne circulaire du métro de Lisbonne va être suspendu après le vote d'un amendement du Parti Animal et Nature (PAN) au budget 2020, contre l'avis du Gouvernement. L'amendement prévoit la suspension du projet pendant l'année 2020 et la réalisation d'une « étude technique de viabilité économique » visant à comparer l'extension du métro jusqu'à Alcantara et la construction d'une ligne circulaire.

Le ministre de l'Environnement a regretté le résultat du vote, estimant qu'il retardera le projet et empêchera son achèvement en 2023, alors que l'apport des fonds communautaires était conditionné au respect de cette échéance. Il a ajouté que la décision risquait d'entraîner des demandes d'indemnisation de la part des entreprises pour l'élaboration de leur offre ainsi que des entités/personnes expropriées. Le Gouvernement n'a pas exclu de recourir au Tribunal Constitutionnel, considérant que la décision ne respecte pas la séparation des pouvoirs. La cheffe de la majorité, Ana Catarina Mendes, a évalué le surcoût qui en résulte à 100 M€. Pour mémoire, l'appel d'offres du projet a été lancé et représente un investissement de 210 M€ dont 83 M€ issus du fonds européen POSEUR.

- La multiplication des investissements à Sines pourrait redynamiser la démographie de la ville

La mairie de Sines espère atteindre 20.000 habitants dans les 10 prochaines années, soit près du double de sa population actuelle. D'après le maire de la ville, la multiplication des projets d'investissements pourrait générer suffisamment d'emplois pour inverser le déclin démographique dont souffre la zone. En plus d'un investissement de 1,2 Md€ pour la construction d'un nouveau terminal de conteneurs et l'extension d'un autre, dont l'appel d'offres est en cours, un investissement de plus de 1 Md€ est prévu de la part de *Repsol* pour l'agrandissement de sa raffinerie de polymères. Sines va également recevoir un investissement de 170 M€ pour l'installation d'un câble sous-marin de fibre optique entre le Portugal et le Brésil et, probablement, un terminal d'hydrogène, source d'énergie que le Gouvernement portugais souhaite développer puis exporter.

Ce dernier projet serait particulièrement important pour la ville puisqu'il impliquerait l'installation d'une centrale solaire, d'un gazoduc et d'autres équipements. L'expansion de la raffinerie *Repsol* est considérée comme acquise et permettrait au Portugal de devenir un exportateur net des produits *Repsol Polymères*. Elle impliquera notamment de réaliser le projet de liaison du port de Sines avec le réseau autoroutier national, régulièrement évoqué depuis plusieurs années. Le projet de câble sous-marin *Ellalink* entre Sines et Fortaleza, la première liaison de fibre optique entre l'Europe et l'Amérique Latine, se trouve dans une phase plus avancée : une décision de l'Agence Portugaise de l'Environnement (APA) est attendue dans les prochains jours pour dispenser ou non le projet d'une étude d'impact environnemental. Cette infrastructure pourrait par ailleurs entraîner l'installation de nouvelles entreprises et de centres de données.

- L'exécutif lance le programme « Travailler dans l'Intérieur »

Le 3 février, le gouvernement portugais a lancé un nouveau programme intitulé « Travailler dans l'Intérieur » qui vise à encourager et à soutenir la mobilité géographique des travailleurs vers l'intérieur du pays. D'après le communiqué du Gouvernement, les travailleurs qui décident de s'installer dans les régions de l'intérieur du Portugal pourraient recevoir une aide financière d'un montant maximal de 4.827 €. Le programme prévoit également de majorer l'indemnité versée pour les stages professionnels dans l'intérieur du pays et une augmentation de 20 % de la prime à l'emploi (conversion de contrat de stage en CDI). Concernant la formation professionnelle, 13 Centres *Qualifica* devraient ouvrir prochainement dans ces régions. Le programme inclut également des incitations pour les entreprises et pour les bénéficiaires du programme « *Regressar* » (ex. hausse

de 25 % de l'aide octroyée dans le cadre des « contrats-emplois » et de l'aide destinée aux émigrés portugais qui reviennent s'installer dans l'intérieur du pays).

- **Le premier concours dans le cadre du programme « loyer accessible » à Lisbonne a rassemblé 3.170 candidatures**

D'après la mairie de Lisbonne, 3.170 candidatures ont été déposées pour l'attribution du premier lot dans le cadre du programme « loyer accessible » (renda acessível). Le lot comprend 120 logements, du T0 au T4, dont le loyer sera encadré et compris entre 150 et 800 €. La répartition du lot par tirage au sort devrait avoir lieu en février, sachant que les candidats non-sélectionnés resteront inscrits au programme et seront informés de l'ouverture de nouveaux concours. Deux concours sont encore prévus cette année pour pourvoir 250 habitations. Selon le maire de Lisbonne, Fernando Medina, ce programme permet de fournir des logements dont le loyer absorbe moins de 30 % du salaire net du locataire.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Ambassade de France au Portugal – Service Économique

tresor.economie.gouv.fr/pays/pt

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne – Portugal

Rédigé par : Louis DIEVAL

Revu par : Stanislas GODEFROY

© DG TRESOR